

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CONSEIL EUROPÉEN DE BRUXELLES

[Télécharger le .pdf](#)

Bonjour à toutes et tous.

Je vais donc avant toute chose rendre compte des discussions que nous avons eues lors de ce Conseil européen et de ce Sommet de la zone euro et je répondrai ensuite à vos questions.

Ce conseil s'est tenu évidemment dans un contexte que nous ne pouvons ignorer et qui est avant toute chose celui de l'attentat terroriste à Strasbourg. Je me rendrai tout de suite après cette conférence de presse à Strasbourg, sur les lieux de cet attentat, à la fois aux côtés des victimes, de la ville et des habitants et pour remercier nos forces de l'ordre.

Le Conseil européen a commencé par un geste de solidarité, une minute de silence de tous les dirigeants et je veux ici les en remercier comme j'ai remercié le Parlement européen pour le grand sang-froid qu'il a eu durant les heures qui ont suivi l'attentat.

A cet égard, je veux le dire aussi, les réponses sont européennes et à l'initiative de la France notamment, l'Union européenne va adopter dans les prochaines semaines, une législation très stricte pour lutter contre la propagande terroriste en ligne, les contenus devant être retirés dans un délai d'une heure. Et sur ce sujet, nous avons pu également ce matin avoir des discussions.

Ce Conseil européen a été à mes yeux d'abord et avant tout celui des résultats, comme je l'évoquais hier. Sur plusieurs sujets où nous avons fait des propositions ou que nous défendions depuis plusieurs mois, des étapes importantes ont été franchies. Avant toute chose ce matin, pour la zone euro. En effet, le sommet de la zone euro a acté la création d'un budget pour la zone euro avec, pour la première fois, l'inscription de cet objectif et un mandat clair donné aux ministres des Finances sur ce sujet.

Il y a un an, quelques mois après que la France en ait fait la proposition, beaucoup considéraient que c'était impossible. Nous avons ensuite travaillé d'abord en franco-allemand pour la déclaration de Meseberg en juin dernier et ces dernières semaines, nous avons pu convaincre, en particulier nos partenaires les plus réticents - et je veux ici les remercier pour leur effort - et nous avons pu obtenir un compromis qui donne un mandat clair pour les fonctions de convergence et de compétitivité et la mise en place de ce budget de la zone euro, l'objectif étant juin 2019.

La France continue à considérer qu'il est important également d'avoir une fonction de stabilisation ; il n'y a pas de consensus aujourd'hui sur cette fonction-là ; pour autant, je n'abandonne ni l'idée ni la volonté mais je considère que l'étape franchie aujourd'hui est le fruit d'un compromis important où

chacun a fait des efforts et qui est un élément clé pour la convergence des économies au sein de la zone euro.

A ce titre, cette décision, ce mandat s'ajoutant aux résultats obtenus par nos ministres des Finances au début du mois de décembre, permet une véritable avancée sur une plus grande convergence et parachèvement d'une véritable non seulement union bancaire mais aussi d'avancée de la mutualisation de nos financements et de la plus grande convergence de nos économies.

Les résultats, c'est aussi ce que nous avons acté, en particulier en matière d'Europe de la défense ; à cet égard, nous avons acté plusieurs avancées ; plus de trente projets concrets ont été lancés dans le cadre de la coopération européenne en matière de défense lancée à l'été 2017 et la France participe à 75% d'entre eux.

Les résultats, c'est ce que nous voulons aussi sur le plan du climat et au moment où la COP se termine avec des discussions difficiles, l'Europe doit être exemplaire et manifester son ambition pour relever sa contribution à l'accord de Paris - je l'ai rappelé précisément ce matin - et notre volonté non seulement est de réaffirmer l'objectif neutralité carbone horizon 2050, mais de pouvoir dans le semestre qui vient, acter des décisions qui permettront de mettre en œuvre une telle stratégie. La France a déjà fait des propositions et je pourrai y revenir si vous le souhaitez dans le cadre de nos échanges.

Les résultats obtenus ces dernières semaines sur plusieurs sujets essentiels et concrets, méritent à cet égard d'être soulignés. J'évoquais la législation sur les contenus terroristes en ligne, je pense également à l'excellent accord sur le transport routier qui renforce la protection sociale dans ce secteur et est pour moi le deuxième pilier que nous avons justement négocié avec nos partenaires, suite à l'initiative prise par la France sur le travail détaché. C'est non seulement un accord qui permet le bon fonctionnement de ce secteur mais qui acte une amélioration des standards sociaux dans celui-ci et qui là aussi améliore nettement la situation.

L'accord sur la lutte contre la fraude, les sociétés boîtes aux lettres dans le cadre du détachement des travailleurs, avait à ce titre déjà nettement amélioré nombre d'éléments concrets.

Je pense également à l'adoption d'un règlement sur le contrôle des investissements étrangers en Europe dans les secteurs économiques stratégiques, qui était aussi une priorité française et une avancée cruciale pour l'Europe qui protège.

Sur tous ces sujets, nous avons obtenu à la fois lors de ce conseil et de ce sommet zone euro et durant ces derniers jours, des avancées réelles, conformément aux objectifs que nous nous étions collectivement fixés.

Ce sommet a également permis plusieurs discussions sur la situation internationale - je pourrai y revenir dans le cadre de nos échanges - qu'il s'agisse de la Russie - nous avons décidé du maintien des sanctions - qu'il s'agisse aussi de la situation dans la zone syrienne où nous avons pu hier évoquer ce sujet et je tiens ici à dire que j'ai souhaité en effet, lors de nos échanges, évoquer le sujet syrien, au moment où certains projets d'interventions militaires sont évoqués, qui pourraient distraire l'ensemble des forces en particulier de la coalition ou de leurs alliés, de la priorité absolue qui demeure la lutte contre Daesh. Et à ce titre, j'appelle véritablement à nous concentrer sur nos objectifs véritables en Syrie.

Enfin, et je ne détaillerai pas au-delà tous les sujets sur lesquels nous pourrions revenir et qui sont relevés de manière fidèle dans nos conclusions, nous avons eu un échange avec la Première ministre MAY avant le dîner, puis un dîner largement consacré évidemment au sujet du Brexit.

Nous l'avons évoqué hier soir et notre message est clair : il y a un accord, le seul et le meilleur accord possible et nous ne pouvons le renégocier. En revanche, nous pouvons clarifier et rassurer ; il y a beaucoup d'inquiétudes et de fantasmes, en particulier autour du backstop. De quoi s'agit-il vraiment lorsqu'on parle de ce backstop ? Au fond, d'une garantie, d'une solution de dernier recours pour garantir - ce qui est notre objectif commun - qu'il n'y ait jamais de frontières au sein de l'île d'Irlande - et n'oublions pas d'ailleurs que cette frontière a été historiquement supprimée et la paix ramenée grâce à l'Union européenne. Le backstop n'est pas notre objectif ; ce n'est pas une solution durable et personne ne cherche à y enfermer le Royaume-Uni (comme j'ai pu l'entendre) et il est évident que notre volonté, c'est ensuite, une fois l'accord adopté, de pouvoir construire au plus vite des relations futures qui permettront le bon fonctionnement entre les deux parties.

Ce sont ces clarifications et cette ouverture, cette volonté de dialogue que nous avons réaffirmée hier soir ; maintenant, c'est évidemment dans la main du Parlement britannique que les choses résident et que le vote indispensable de l'accord proposé et négocié, maintenant réside.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais ici rappeler, en disant, comme vous l'avez compris, que

non seulement ce conseil est celui des résultats mais qu'il marque à mes yeux une étape importante, compte tenu de ce que la France avait proposé il y a un peu plus d'un an.

Les prochains mois seront à la fois marqués par des réalisations complémentaires - et nous avons scandé l'agenda du premier semestre 2019 à cette fin - et la France fera de nouvelles propositions évidemment pour faire avancer notre Europe ; c'est comme ça que depuis le premier jour, je procède et c'est comme ça que je continuerai de procéder.

Notre volonté est en effet de porter une vision d'une Europe plus souveraine, plus unie, plus démocratique ; c'est le cœur de la vision portée dans le discours que j'avais effectué à la Sorbonne. Quand je regarde le chemin qui a été fait durant les 15 derniers mois, depuis ce discours, nous avons beaucoup fait mais il nous reste beaucoup à faire. Et dans ce contexte, la France continuera à jouer son rôle ; le rôle historique qu'elle joue avec l'Allemagne pour construire les accords indispensables qui permettent d'avancer, le rôle propre à la France qui est de proposer, d'être parfois en avant-garde d'idées et donc je continuerai à justement avoir ce rôle et celui aussi de bâtir des compromis et de n'accepter aucune division au sein de l'Europe. Et ce que nous avons fait dès les premiers mois avec le travail détaché, ce que nous avons réussi à faire au sein de la zone euro autour de la notion de budget, ce que nous avons parachevé ces dernières semaines sur le transport routier, c'est l'illustration de cette méthode. Nous continuerons de parler à chacun pour bâtir justement des accords qui au début peuvent paraître impossibles parce que c'est comme ça que l'Europe progresse.

Je répondrai maintenant à toutes vos questions.

Journaliste de l'AFP : Vous avez dit hier en arrivant que vous alliez expliquer à vos homologues les mesures financières que vous aviez prises lundi. Alors est-ce que vous avez réussi à les rassurer et est-ce que certains d'entre eux ont fait part de préoccupations comme par exemple Xavier BETTEL ce matin qui a dit craindre sur leur impact pour les générations futures ?

LE PRESIDENT : Je ne sais pas ce qu'a dit Xavier BETTEL; je sais ce que nous nous sommes dit et il n'a pas exprimé quelque crainte que ce soit ; il n'y a pas eu de discussion ni d'inquiétude d'ailleurs chez nos partenaires pour une raison simple : d'abord, nous avons chacun la responsabilité de prendre les décisions qui sont conformes à nos propres engagements démocratiques dans chacun de nos pays et à conduire la politique qui est bonne pour chacun de nos pays. Et nous le faisons constamment dans le respect les uns des autres - c'est d'ailleurs moi-même ce respect que j'ai constamment invoqué lorsque j'ai pu être interrogé sur tel ou tel pays.

Ensuite, qu'ai-je annoncé aux Français en début de semaine ? Des mesures fortes pour répondre à des demandes qui me sont apparues légitimes, sincères, en particulier sur le pouvoir d'achat des travailleurs dans notre pays. Ces décisions correspondent à une accélération et une amplification pour la quasi-totalité d'entre elles, de mesures qui faisaient partie du programme présidentiel mais qui avaient été en quelque sorte trop étalées dans le temps. Accélération de celles-ci sur l'année 2019, amplification parce que nous leur donnons plus d'ampleur, qu'il s'agisse des heures supplémentaires par exemple ou de ce que nous allons faire pour les travailleurs qui sont au SMIC et autour du SMIC.

Donc c'est cohérent avec la stratégie économique et financière que j'ai toujours portée et présenté. La deuxième chose, c'est que j'ai dans le même temps réaffirmé que le mandat qui m'avait été donné par les Français il y a 18 mois, continue de valoir et j'ai exprimé aussi la volonté qui est la mienne que le gouvernement poursuive les réformes prévues - réforme de l'Etat, de l'indemnisation du chômage et des retraites. Ces réformes sont essentielles pour les temps à venir ; elles construisent la crédibilité de la France et aussi la viabilité de notre pays, de notre société.

Enfin, lorsque je me suis exprimé lundi soir, j'ai très clairement indiqué que nous devons lancer justement ce débat, une réflexion plus large parce que nous avons véritablement un modèle à rebâtir mais le faire en

ayant présents nos devoirs à l'esprit et en particulier nos devoirs à l'égard de deux dettes : la dette écologique et la dette budgétaire parce qu'aucune bonne solution de court terme ne saurait être trouvée si elle vise à sacrifier ceux qui ne sont pas autour de la table, c'est-à-dire nos enfants. C'est exactement ce que j'ai dit lundi soir aux Français ; c'est ce que j'ai pu évoquer plus tôt dans des discussions d'ailleurs informelles avec nos partenaires et ce qui est parfaitement compris. Ca se traduit de manière très concrète par une stratégie de réforme qui est maintenue, reconfirmée et une stratégie budgétaire qui est adaptée à ce choix d'accélération mais qui garde son sérieux et en particulier la maîtrise des dépenses.

Journaliste du "Financial Times" : Qu'est-ce que vous pensez de la demande Madame MAY cet après-midi pour les nouvelles garanties et assurances sur l'accord du Brexit ? Merci.

LE PRESIDENT : Nous avons eu une longue discussion hier soir ; d'abord des échanges avec la Première ministre Theresa MAY et ensuite une discussion entre nous et un texte qui est sorti en cinq points. Très clairement, nous sommes tout à fait prêts à échanger le plus vite possible sur les

relations futures et nous sommes tout à fait ouverts à justement manifester de manière évidente le fait que pour nous, nous voulons construire une relation future et le backstop n'est pas un objectif mais de manière très claire, l'accord de retrait ne peut faire l'objet d'aucune renégociation quant à lui. Et donc quand il s'agit de l'accord de retrait ou du backstop, les choses ont été négociées, elles sont claires et elles ont valeur légale.

Journaliste des "Dernières Nouvelles d'Alsace et le groupe EBRA" : Monsieur le Président, l'auteur de l'attentat de Strasbourg était radicalisé de longue date ; est-ce que cela pose des questions sur la surveillance de ces individus ? Et peut-on estimer que la coordination en Europe dans ces domaines est satisfaisante au-delà des mesures que vous avez annoncées ou confirmées aujourd'hui ?

LE PRESIDENT : Sur ce sujet, j'ai toujours à cœur de ne pas multiplier les commentaires nationaux quand je suis ici ; il y a une enquête qui est en cours, le procureur de Paris s'étant saisi de l'affaire puisque celle-ci a été qualifiée de terroriste dès le soir de l'attentat, est compétent et celui qui doit avant toute chose s'exprimer quand il s'agit de l'enquête. Le ministre de l'Intérieur a pu apporter des premières clarifications ; il faut que toutes les clarifications soient apportées et que nous puissions pleinement tirer toutes les conséquences sur le plan national de ce qui a été fait et bien fait ou de ce qu'il est à améliorer. Et ce sera fait en transparence et je souhaite que ça puisse être fait aussi en transparence avec la représentation nationale.

Pour ce qui est de la coopération européenne, de manière très claire, celle-ci s'est beaucoup améliorée ces dernières années parce que tous les pays européens ou quasi, ont eu à vivre ces attaques terroristes et donc aujourd'hui, la coopération, en effet, fonctionne mieux qu'elle ne fonctionnait il y a quelques années. Là aussi, nous verrons si dans le cas précis, ce fonctionnement était satisfaisant. Pour ce qui m'est donné de connaître, il n'y a pas de défaillance identifiée.

Jérémy TROTTIN, BFM TV : Vous avez évoqué les mesures que vous avez annoncées ces derniers jours aux Français. Ces derniers jours, on a pu aussi entendre un certain nombre de vos ministres appeler les Gilets jaunes à ne pas manifester ce week-end et notamment demain en raison de la menace terroriste. Depuis, nous savons que l'individu qui a frappé à Strasbourg, a été abattu ; est-ce que vous appelez à nouveau personnellement les Gilets jaunes à ne pas manifester à Paris demain et si oui, pourquoi ?

LE PRESIDENT : Je pense que tout a été dit sur le sujet ; je me suis exprimé et mon rôle est de m'adresser à tous les Français et toutes les Françaises. J'ai entendu, je crois, ce qu'ils disaient exprimer de manière sincère ; j'y ai apporté une réponse ; une réponse de court terme et une réponse aussi à travers la volonté de l'organisation d'un dialogue et d'une plus grande vitalité de notre démocratie. Mais je ne crois pas que notre démocratie puisse accepter de fonctionner avec un dialogue qui ne se fait que par l'occupation du domaine public, que par des éléments de violence parce qu'ils ne sont jamais maîtrisés - on le voit samedi

après samedi puisque des casseurs profitent de ces manifestations - et donc en effet, je pense que la raison, le sens de l'intérêt général, conduiraient chacune et chacun maintenant à s'inscrire dans un débat national et des échanges avec leur maire, en quelque sorte la capacité à formuler des propositions politiques à s'inscrire dans le

processus démocratique plutôt qu'à considérer que les revendications ont vocation à changer et à durer dans la rue. Et je pense que c'est l'honneur de notre pays de savoir dire les choses et le malaise qui peut exister, comme je l'ai dit, il vient de loin, c'est pour ça qu'il mérite une réponse, mais nous avons des formes d'expressions ensuite de ces malaises ; elles sont organisées dans une démocratie et donc il est ensuite légitime qu'elles se traduisent par des expressions, des propositions lors des moments où la démocratie justement les recueille; ça s'appelle les élections et donc en aucun cas, ce qui s'est passé ne doit conduire à revenir sur une élection démocratique qui s'est tenue il y a 18 mois et elle a ensuite à s'exprimer lors des Européennes, lors des municipales. C'est plutôt comme ça que si certaines Françaises ou certains Français considèrent que leur vision de ce que le pays devrait être, n'est pas pleinement portée, devraient la traduire. Mais je pense qu'aujourd'hui, notre pays a besoin de calme, il a besoin d'ordre, il a besoin de retrouver un fonctionnement normal.

Pascal VERDEAU, FRANCE 3 : Le fils et la famille de madame Sophie PETRONIN, notre otage qui est, semble-t-il, gravement malade et retenue maintenant au Mali depuis près de deux ans, vous lancent aujourd'hui un appel, vous exhortent même à tout faire pour sauver leur mère et surtout, à renouer le dialogue, semble-t-il, avec les ravisseurs ; de son côté, madame BETANCOURT vous demande de recevoir la famille de madame PETRONIN. Est-ce que vous allez accéder à cette demande ?

LE PRESIDENT : Comme vous le savez, je suis toujours très prudent sur les affaires d'otages parce que ça n'est jamais un dialogue entre une famille et les pouvoirs publics ; c'est un dialogue qui est manipulé, utilisé par les ravisseurs et qui s'inscrit dans un contexte qui est toujours extrêmement délicat. Je sais parfaitement l'inquiétude de monsieur PETRONIN et de sa famille et nous la partageons depuis le premier jour. Le ministre des Affaires étrangères et ses collaborateurs ont de manière permanente, été en contact avec Sébastien CHADAUD-PETRONIN ; ils ont facilité tous ses déplacements sur place, pour justement pouvoir à la fois le rassurer et faire avancer le dossier et l'Etat a été attentif à tous ses déplacements au Sahel pour, non seulement les faciliter comme je l'évoquais, mais aussi les sécuriser. Et je veux ici vraiment redire à la famille de madame PETRONIN que l'Etat continue d'agir sans relâche pour retrouver notre compatriote. Mais une telle démarche, pour réussir, elle exige le professionnalisme et la discrétion ; c'est pour ça que je me suis toujours refusé à donner des commentaires publics ou à prendre des engagements. Les gens qui sont en charge de ce sujet, de ce dossier, de cette situation éminemment sensible, le font avec un grand professionnalisme et la discrétion qui va avec. Donc j'entends cette inquiétude. Aucune piste n'est abandonnée, aucune, et la France est pleinement engagée et le contact n'a jamais été interrompu avec monsieur PETRONIN.

Intervention inaudible...

LE PRESIDENT : Je suis toujours très prudent aussi sur ce sujet et donc les équipes qui sont en charge de ce contact, me feront une recommandation et à la lumière de celle-ci, je prendrai attache avec la famille. Merci à vous.

Journaliste de la BBC : Monsieur le Président, ce matin, Tony BLAIR a appelé à un 2e référendum au Royaume Uni ; s'il y a un 2e référendum, est-ce que vous serez en accord avec Tony BLAIR qui dit que l'Union Européenne, c'est bon pour le Royaume-Uni et l'Europe ? Ou est-ce que vous serez en accord avec Charles de GAULLE qui disait que l'histoire du Royaume-Uni et le système politique sont incompatibles avec l'adhésion de l'Union européenne ? Merci.

LE PRESIDENT : Vous savez, sur ce sujet, le quotidien est suffisamment compliqué pour que vous ne me demandiez pas de faire un grand écart entre ce que le monde pourrait être demain et ce que les

présidents français disaient hier. Occupons-nous de l'actualité : aujourd'hui, il y a un accord ; il a été négocié pendant plusieurs mois. Cet accord, je crois véritablement, est bon pour les deux parties et c'est le seul possible et donc je pense que multiplier les spéculations sur l'attitude qu'on prendrait en cas de ceci ou en cas de cela, n'est pas ce qui doit intervenir aujourd'hui. Aujourd'hui, c'est très clairement le temps du Parlement britannique et d'une position claire à prendre sur l'accord qui a été négocié par Theresa MAY et ses équipes avec l'Union européenne et son négociateur et à dire clairement s'ils acceptent et valident cet accord.

Loïc SIGNOR, CNEWS : Lors de votre allocution télévisée lundi soir, vous avez dit vouloir

réconcilier la Nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde - je vous cite - avec un grand débat sur l'immigration ; ça devait être l'axe 5 de ce grand débat. Mais le Premier ministre Edouard PHILIPPE semble rétropédaler sur ce thème ; il n'y aurait que 4 thèmes à ce débat ; est-ce que vous pouvez nous confirmer que l'immigration fera partie de ce grand débat avec les Gilets jaunes notamment ?

LE PRESIDENT : Je n'ai pas numéroté ce qui était au débat. J'ai cité et je ne vais pas me commenter ou me citer moi-même et le Premier ministre a commencé à donner des détails ; et c'est la semaine prochaine que tous les détails sur le débat national seront apportés pour qu'il puisse se tenir dans les meilleurs délais et il est évident que tous les sujets importants pour nos compatriotes peuvent être discutés dans un cadre qui sera donné par le gouvernement parce qu'encore une fois, c'est un débat sur lequel j'attends que nous puissions, d'une part trouver des solutions concrètes sur certains sujets, d'autre part, avoir des discussions sur des sujets qui n'ont pas forcément été évoqués lors de la campagne présidentielle mais qui n'a pas vocation à revenir sur une campagne présidentielle où certains débats ont été posés et réglés. Je crois dans la démocratie. On peut lui donner plus de vitalité – il y a d'ailleurs des propositions très intéressantes qui sont faites – mais donner de la vitalité à la démocratie, ça n'est pas la faire bégayer. Donc toutes ces précisions seront apportées la semaine prochaine.

Je prends une dernière question.

Journaliste de LCI : Bruno LE MAIRE a eu des mots très forts envers FORD hier concernant la non reprise du site, la non-acceptation de l'offre ; il a parlé de trahison; il a même dit qu'il n'avait pas pu avoir les dirigeants de FORD au téléphone. Alors déjà première question, est-ce à dire que l'Etat français est impuissant concernant des sites qui sont basés sur son territoire ? Et deuxièmement, est-ce que vous allez demander à FORD de rendre l'argent, le financement public qui lui avait été attribué ?

LE PRESIDENT : Je ne vais pas répondre aujourd'hui à la deuxième partie de votre question parce qu'à ma demande, le ministre de l'Economie et des Finances est en passe justement d'avoir des échanges supplémentaires avec l'entreprise. Ce qui est très clair, c'est que depuis plusieurs mois, il y a un travail assidu qui est fait par le gouvernement pour trouver un repreneur. Un repreneur sérieux a été identifié. Il y a eu un très gros travail avec l'ensemble des élus locaux au niveau de la ville, du département, de la région ; il y a eu un grand sens des responsabilités des partenaires sociaux. On ne peut pas répondre à ce travail par un refus de considérer la proposition qui est faite. Et donc l'attitude manifestée par les déclarations de FORD hier, est inacceptable et je le dis alors même que je favorise au maximum l'ouverture, le déclenchement de nouveaux investissements que vous m'avez entendu défendre, la flexibilité nécessaire pour les entreprises lorsqu'elle est légitime. Aussi vrai que je crois à une économie sociale de marché, je ne crois pas au cynisme et donc je considère que le geste fait hier par l'entreprise FORD est un geste hostile et inacceptable et il implique en effet des discussions qui se tiendront entre le ministre et l'entreprise qui, j'espère, permettront d'aboutir à des résultats. Et donc j'attends la conclusion de ces discussions avant de me prononcer plus avant sur la deuxième partie de votre question.

Voilà Mesdames et Messieurs, je vais devoir vous laisser pour me rendre à Strasbourg aux côtés des familles de nos victimes, de nos victimes et pour remercier nos forces de l'ordre. Je vous remercie.

Bonnes fêtes de fin d'années à vous toutes et tous.